

L'opinion tranchée

Les Français et les services publics locaux

*Baromètre Odoxa pour l'IGD (Institut de la Gestion Déléguée)
publié en exclusivité dans acteurs**publics** ce jeudi 24 mars 2022*

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 24 MARS À 06H00

SONDAGE RÉALISÉ POUR L'



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 9 et 10 février 2022.



Echantillon

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Enseignements clés du sondage

Gaël Sliman, président d'Odoxa

Les services publics locaux constituent un enjeu ignoré du vote lors de cette présidentielle

- 1) L'immense attachement des Français à leurs services publics locaux s'est encore accru ces dernières années : nos concitoyens considèrent que les collectivités locales sont les acteurs institutionnels qui ont été le plus « à la hauteur de la situation » (63%) durant la crise sanitaire.
- 2) Malheureusement, les Français ressentent déjà et surtout anticipent une dégradation future : si 64% d'entre eux sont (encore) satisfaits de leurs services publics locaux, leur niveau de satisfaction est en baisse constante depuis ces dernières années : -23 points en 15 ans ! Et cette tendance baissière devrait se confirmer car les Français craignent (77%) et surtout anticipent (65%) une dégradation future de leurs services publics locaux.
- 3) C'est pourquoi, malgré l'actualité rythmée par la guerre en Ukraine et la focalisation des candidats sur le pouvoir d'achat ou l'immigration, l'investissement dans les services publics constitue pour les Français un enjeu majeur de cette présidentielle : les deux-tiers des électeurs (64%) assurent que les propositions que feront les candidats dans ce domaine sont susceptibles d'avoir un impact sur leur vote.
- 4) La Gestion Déléguée, pourrait être un angle programmatique pertinent pour les candidats : 6 Français sur 10 pensent qu'elle serait un bon moyen pour les collectivités de baisser leurs dépenses publiques sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement.

Pour que les acteurs politiques puissent davantage se saisir de ce sujet majeur pour leurs administrés, il est important qu'ils soient alertés sur l'importance que ceux-ci lui accordent.



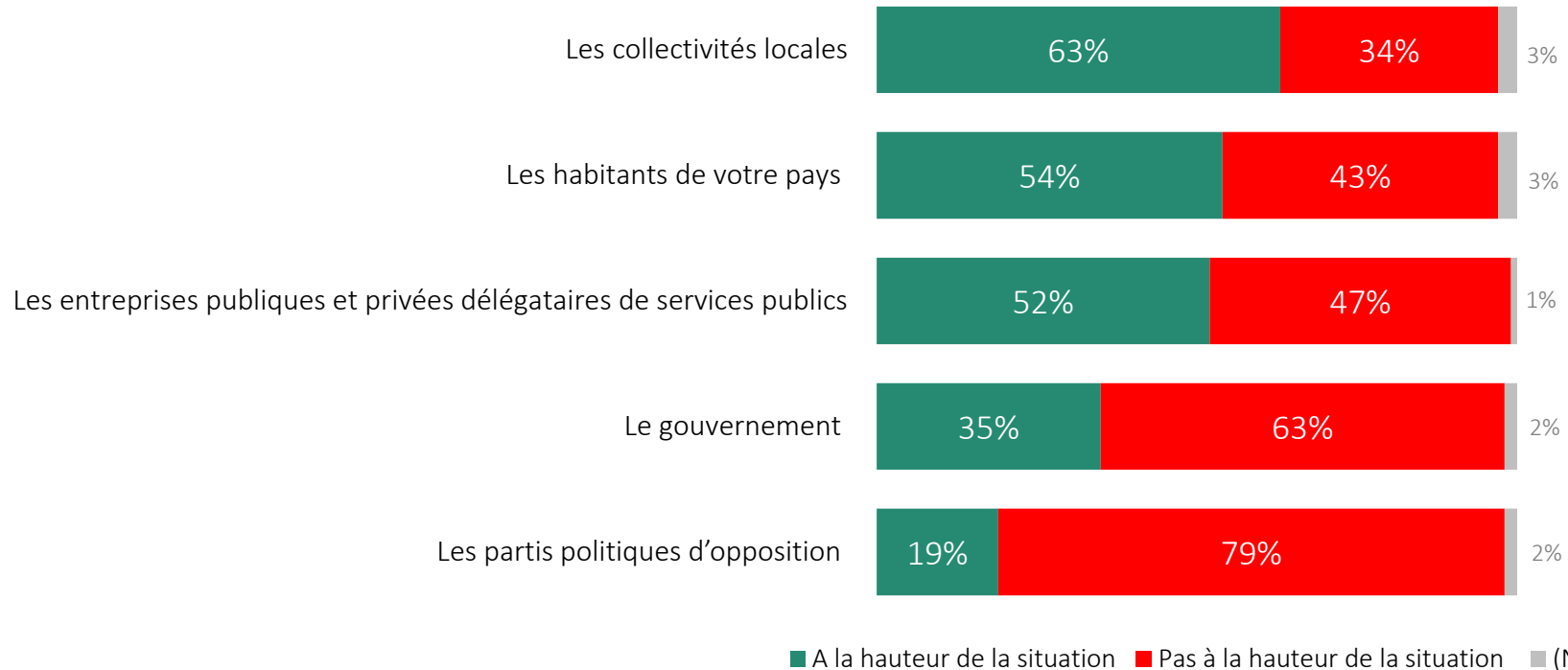
Résultats du sondage

Acteurs jugés à la hauteur de la situation depuis le début de la crise sanitaire



Depuis le début de la crise sanitaire, comment jugez-vous l'attitude des acteurs suivants ?

Pour chacun d'entre eux, dites-nous si vous estimez qu'ils ont été à la hauteur de la situation ou pas à la hauteur de la situation.



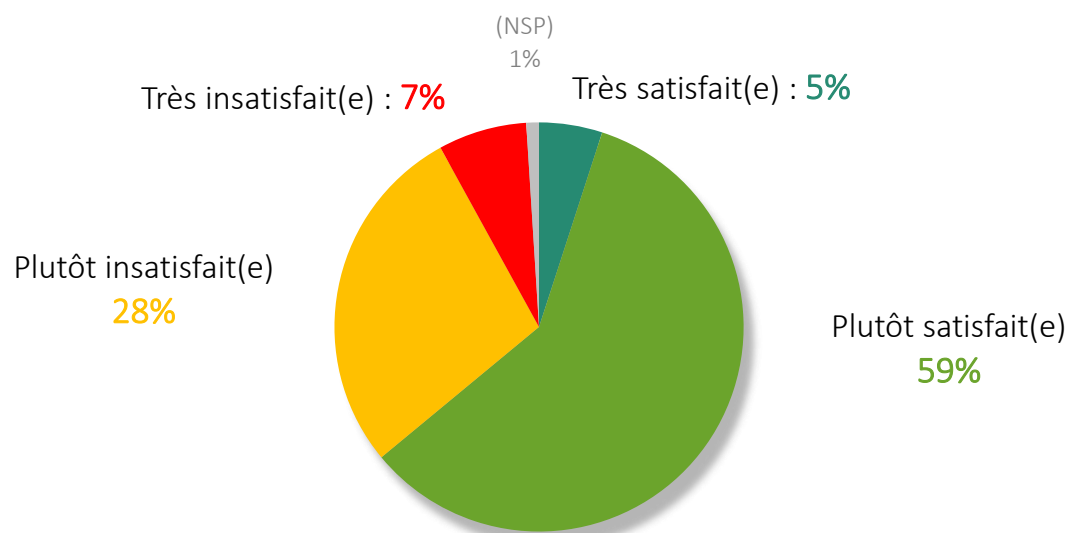
Satisfaction à l'égard des services publics locaux



Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes globalement très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e), très insatisfait(e) des services publics locaux dont vous êtes l'utilisateur ?

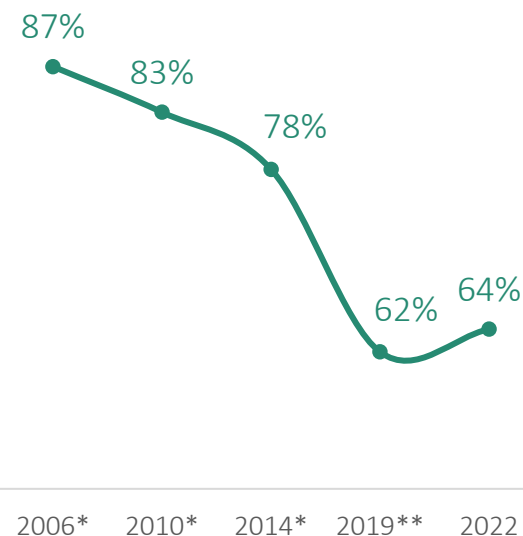
% Insatisfait(e) : 35%

% Satisfait(e) : 64%



Evolution du niveau de satisfaction

% Satisfait(e)



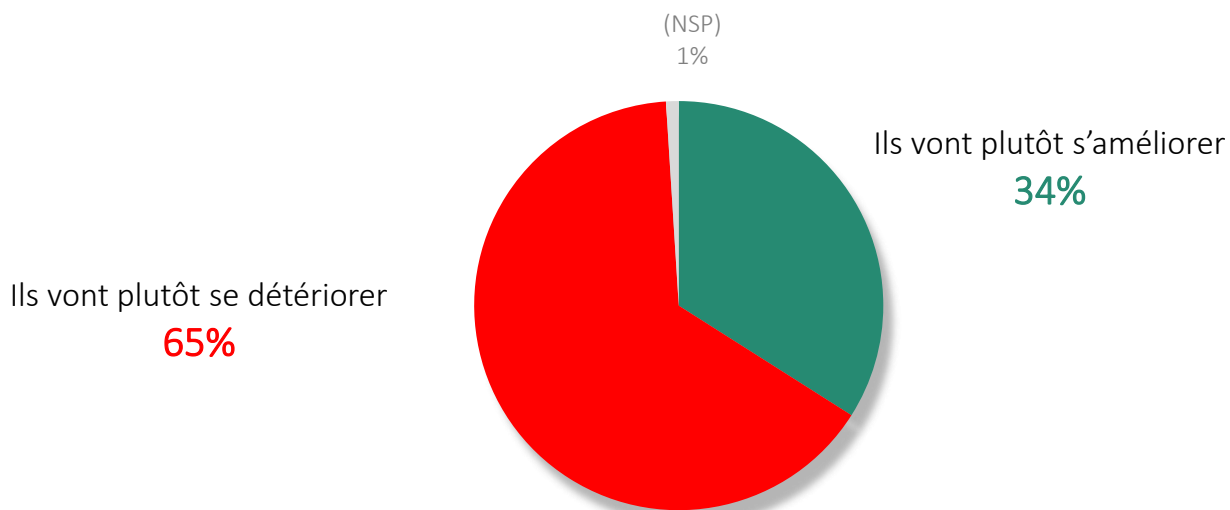
* Sondages BVA pour l'IGD

** Sondage Odoxa pour l'IGD et la Presse Régionale, publié le 19 novembre 2019

Evolution des services publics locaux à l'avenir



Pensez-vous qu'à l'avenir les services publics locaux vont plutôt s'améliorer ou plutôt se détériorer ?



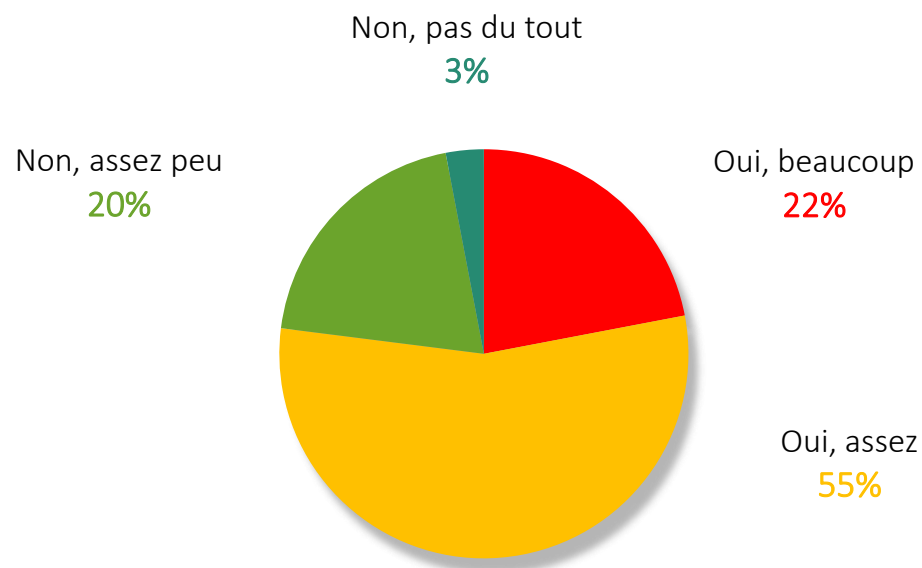
Crainte d'une détérioration des services publics locaux



Vous personnellement, craignez-vous une éventuelle détérioration de vos services publics locaux ?

% Non : 23%

% Oui : 77%

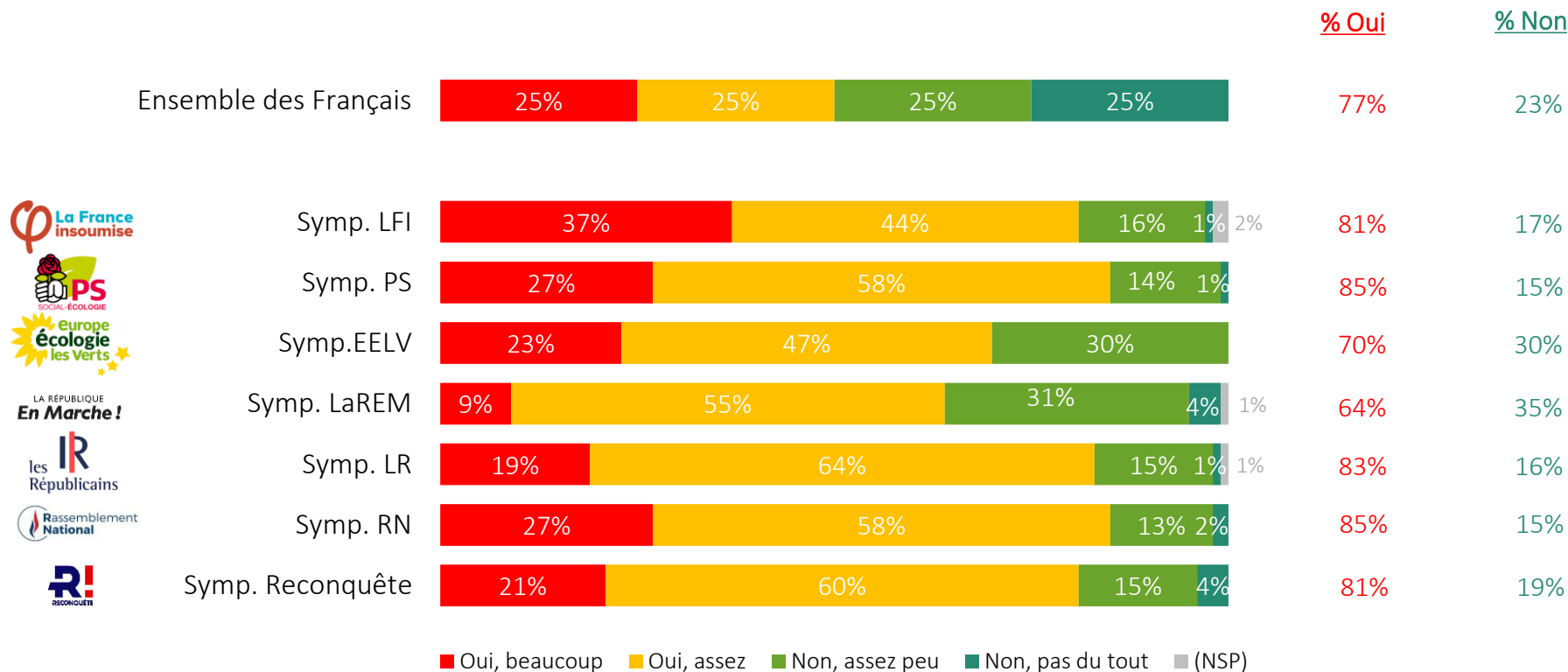


Crainte d'une détérioration des services publics locaux

selon la proximité partisane



Vous personnellement, craignez-vous une éventuelle détérioration de vos services publics locaux ?



Importance du sujet de l'investissement dans les services publics dans les programmes des candidats aux élections en 2022



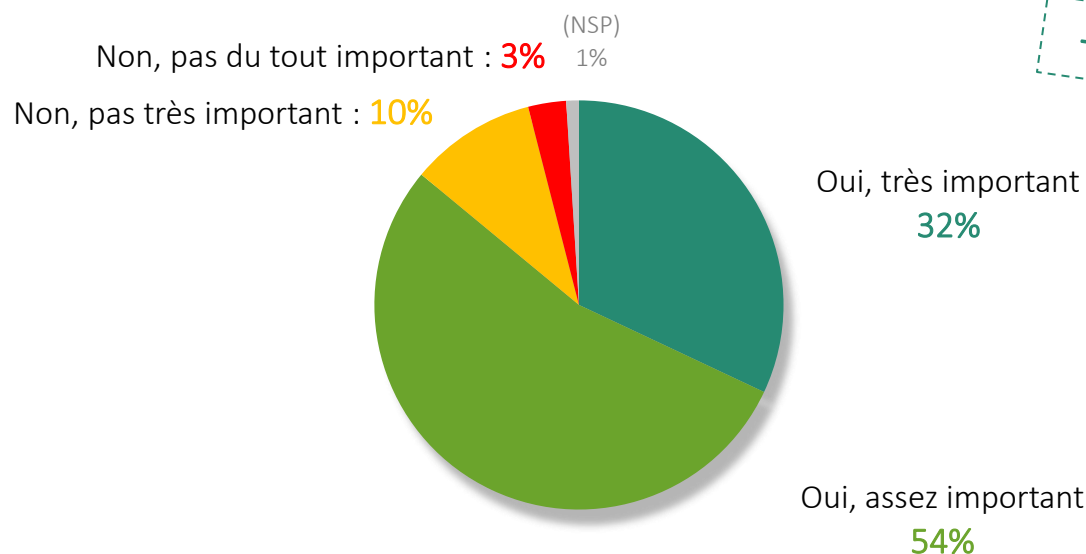
Lors des prochaines élections en 2022 (présidentielle puis législatives), considérerez-vous la question de l'investissement public dans les services publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, comme un sujet important dans les programmes des candidats ?

% Non : 13%

*Rappel pour l'élection
présidentielle de 2017* : 15%*

% Oui : 86%

*Rappel pour l'élection
présidentielle de 2017* : 84%*



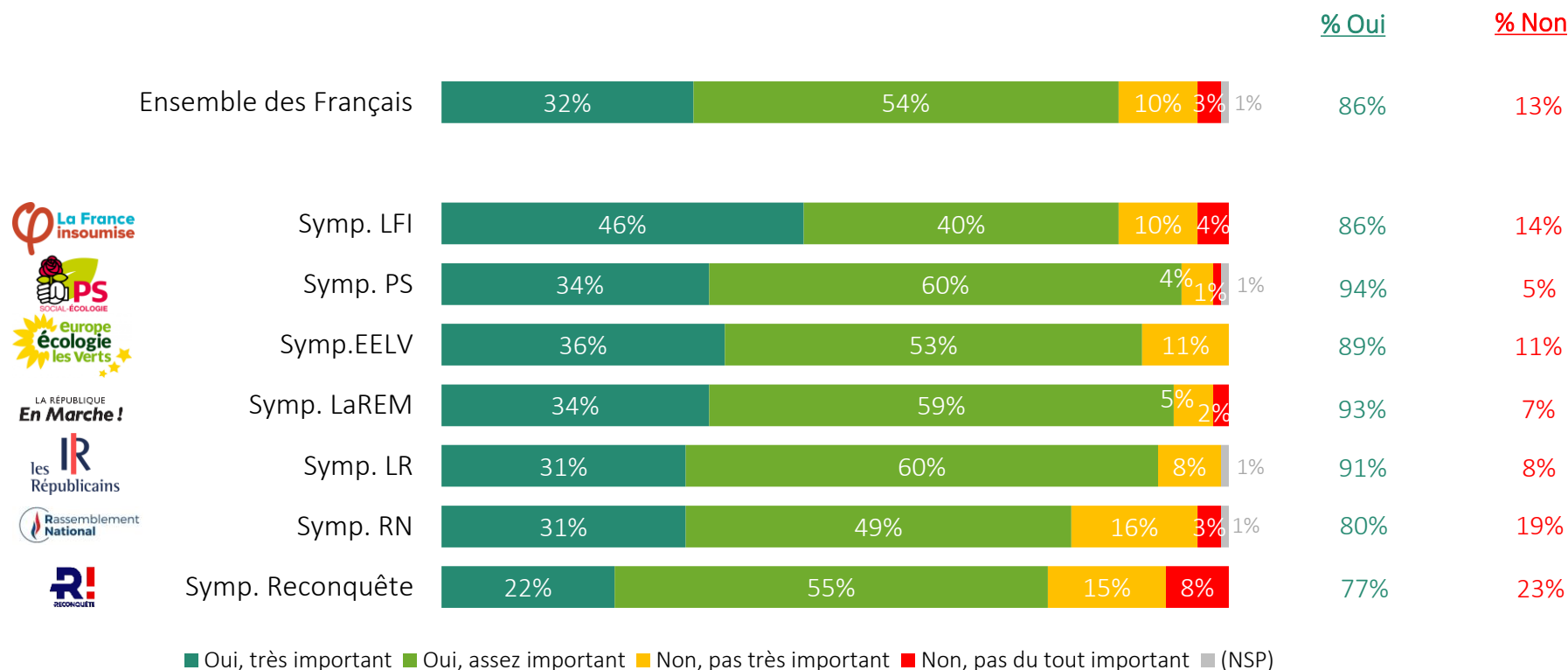
* Sondage Odoxa pour l'IGD et la Presse Régionale, publié le 20 février 2017

Importance du sujet de l'investissement dans les services publics dans les programmes des candidats aux élections en 2022

selon la proximité partisane



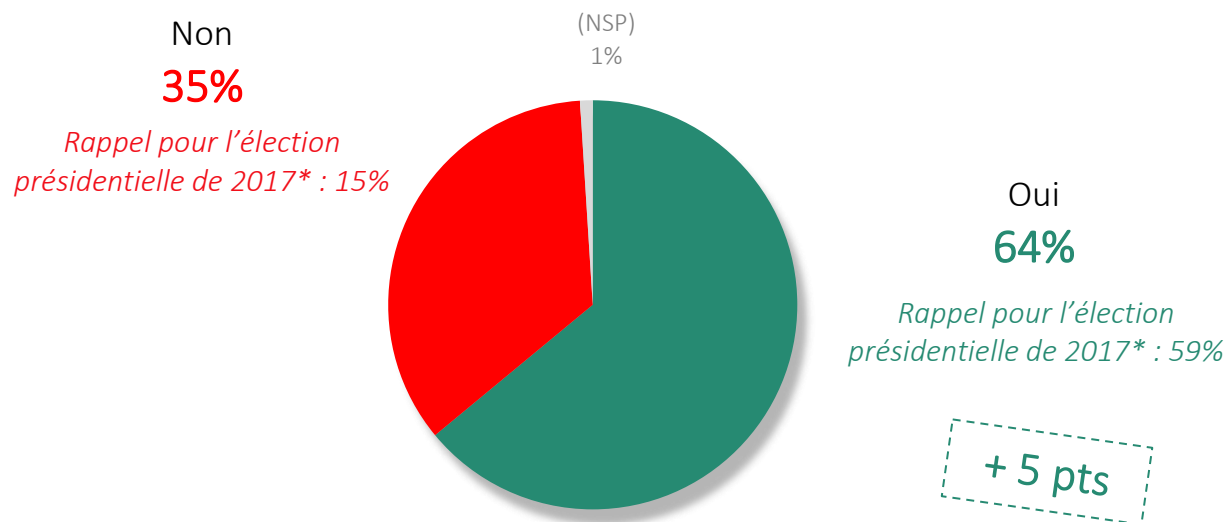
Lors des prochaines élections en 2022 (présidentielle puis législatives), considérerez-vous la question de l'investissement public dans les services publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, comme un sujet important dans les programmes des candidats ?



Impact des propositions en matière d'investissement dans les services publics sur le choix de vote



Et diriez-vous que les propositions que feront les candidats à ce sujet sont susceptibles d'avoir un impact sur votre choix au moment du vote ?



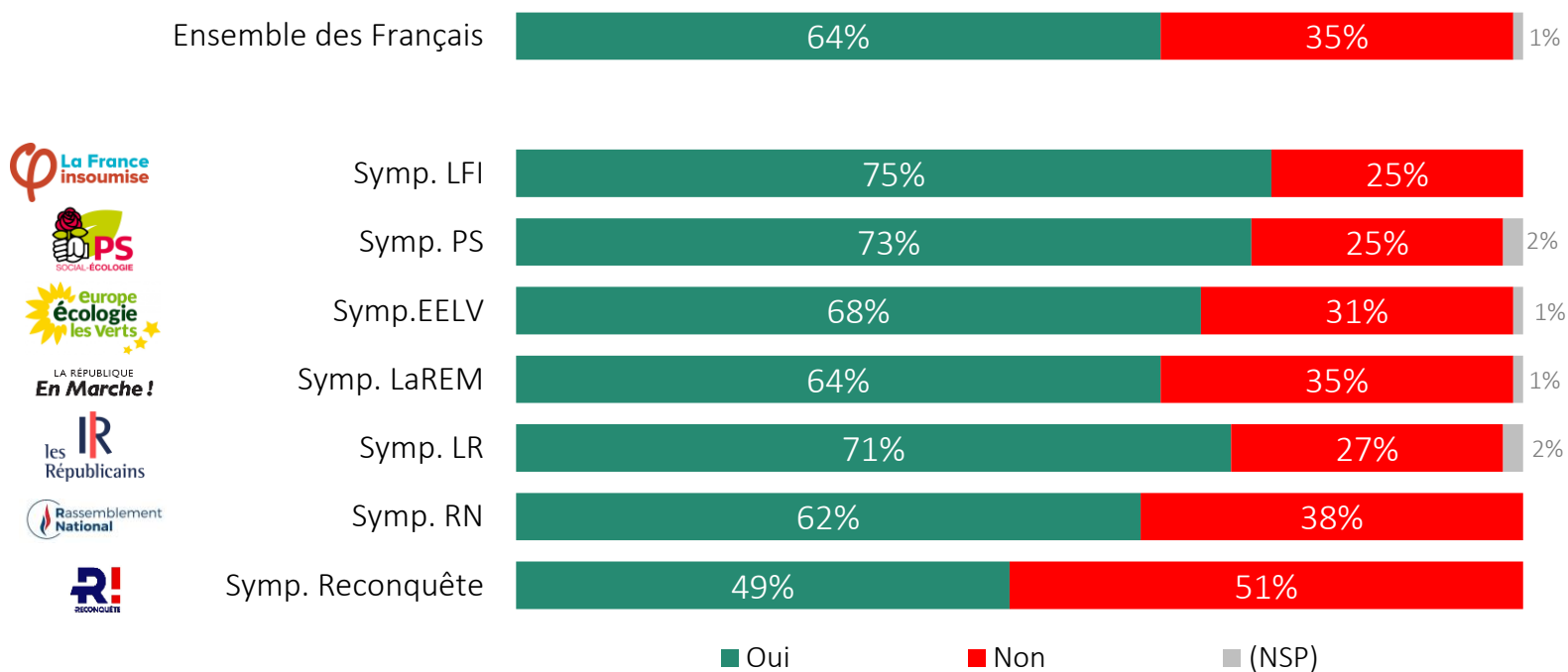
* Sondage Odoxa pour l'IGD et la Presse Régionale, publié le 20 février 2017

Impact des propositions en matière d'investissement dans les services publics sur le choix de vote

selon la proximité partisane



Et diriez-vous que les propositions que feront les candidats à ce sujet sont susceptibles d'avoir un impact sur votre choix au moment du vote ?



Perception de la différence entre les dépenses de fonctionnement et d'investissement



La dépense publique recouvre à la fois les dépenses de fonctionnement qui permettent de faire face à la gestion courante et les dépenses d'investissement qui permettent de construire, d'aménager ou d'entretenir des équipements publics.

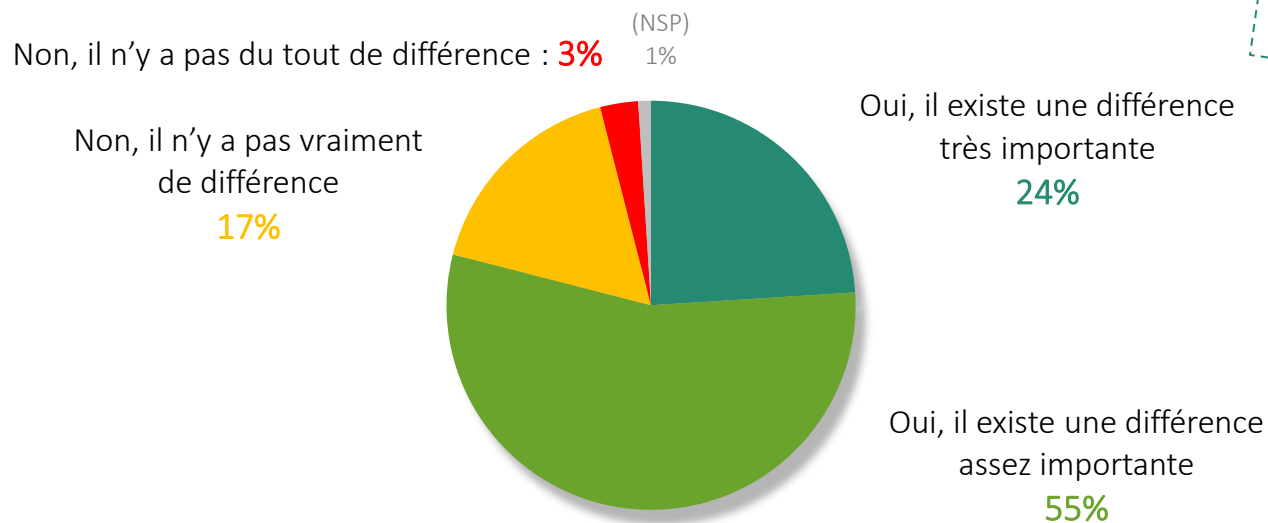
Vous personnellement, considérez-vous qu'il existe une différence importante entre ces deux types de dépenses (fonctionnement et investissement) ?

% Non : 20%

Rappel 2017 : 23%*

% Oui : 79%

Rappel 2017 : 76%*



+ 3 pts

* Sondage Odoxa pour l'IGD et la Presse Régionale, publié le 14 mars 2017

Regard porté sur l'investissement dans les infrastructures des services publics locaux



S'agissant de vos services publics locaux, pensez-vous qu'il faut prioritairement investir dans de nouvelles infrastructures ou au contraire qu'il faut investir pour rénover ou maintenir en état les infrastructures existantes ?

Il faut avant tout **investir dans de nouvelles infrastructures**
(nouvelles routes, nouvelles gares, nouvelles sources d'énergies...)

15%

Il faut avant tout **investir pour rénover ou maintenir en état**
les infrastructures existantes

38%

Il faut **faire les deux** en répartissant l'argent à investir
à la fois dans le maintien de l'existant
et dans l'investissement dans de nouvelles infrastructures

44%

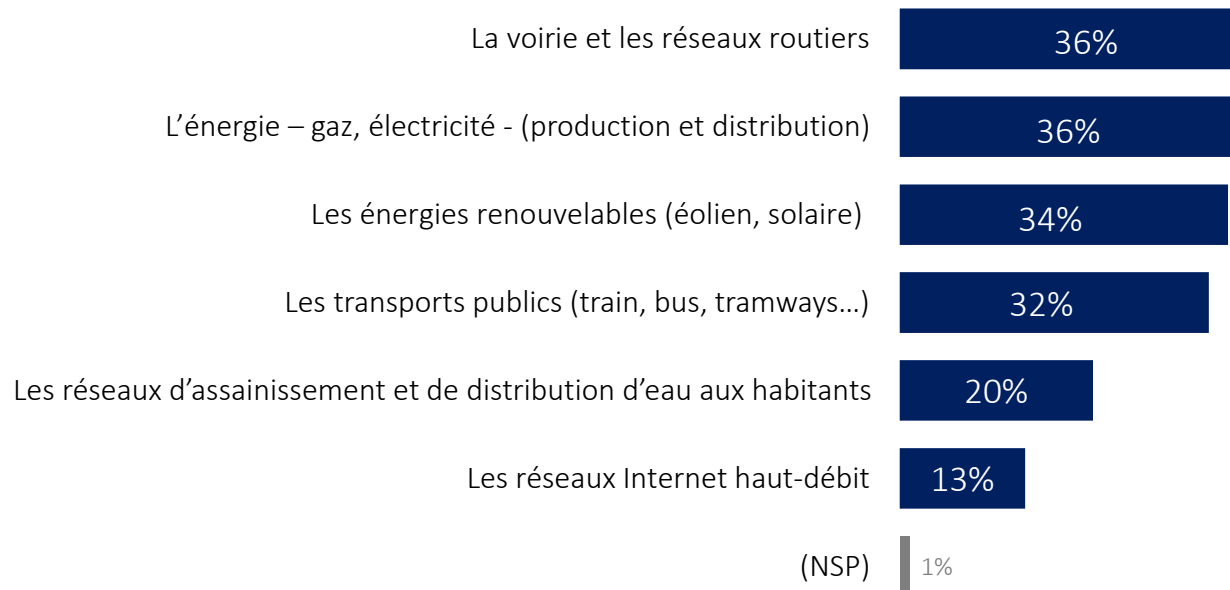
(NSP)

3%

Services publics locaux dans lesquels il faudrait le plus investir



Et dans lesquels des grands services publics locaux suivants pensez-vous qu'il faudrait le plus investir ?
2 réponses possibles



i Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

Définition



Définition donnée aux interviewés

On parle de « gestion directe » d'un service public local lorsque la collectivité locale concernée assure elle-même l'exploitation et la gestion de ce service, grâce à des fonctionnaires locaux (régie/établissement public local).

On parle de « gestion déléguée » d'un service public lorsque la collectivité concernée délègue sous son contrôle l'exploitation et la gestion de ce service à une entreprise généralement privée, c'est le mode de gestion prépondérant en France.

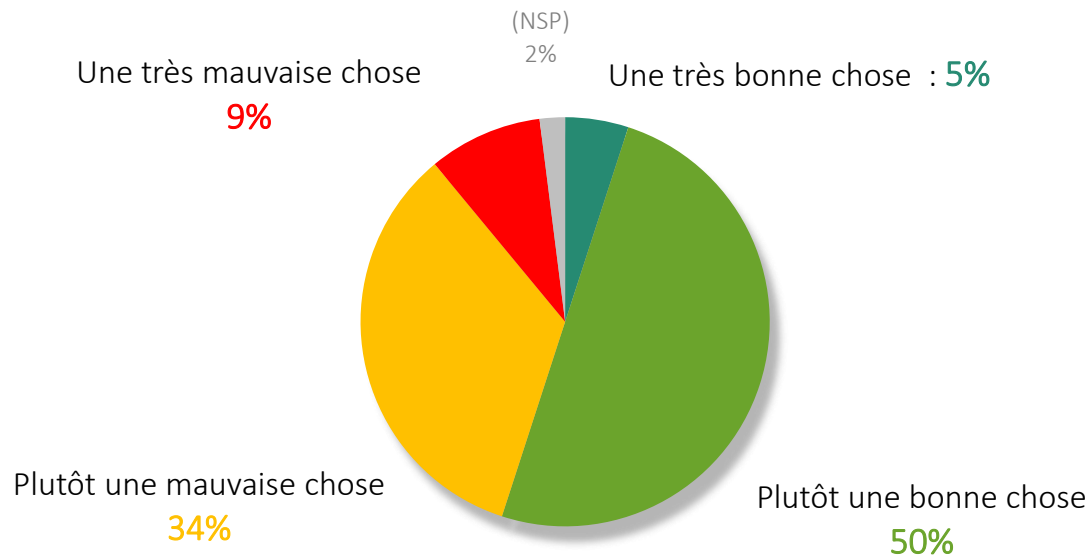
Regard porté sur la gestion déléguée



Vous personnellement, diriez-vous que la gestion déléguée est une très bonne chose, plutôt une bonne chose, plutôt une mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?

% Mauvaise chose : 43%

% Bonne chose : 55%



Gestion déléguée : bon moyen pour les collectivités de baisser le montant de leur dépense publique sans sacrifier leurs dépenses d'investissement ?

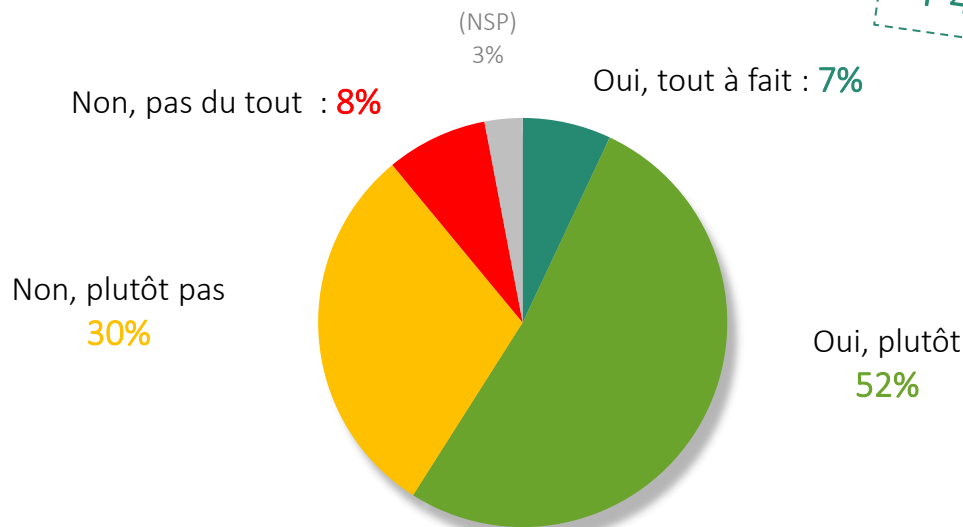


La gestion déléguée est-elle selon vous un bon moyen pour que les collectivités parviennent à baisser le montant de leur dépense publique sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement ?

% Non : 38%

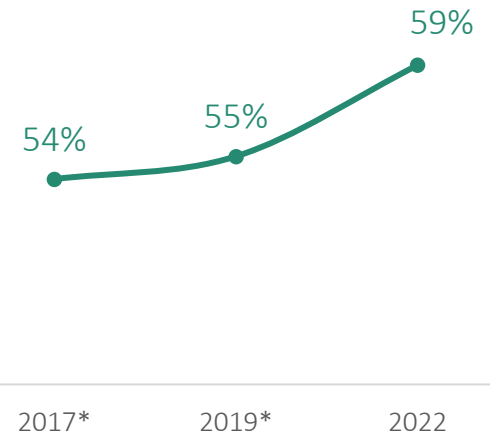
% Oui : 59%

+ 4 pts



Evolution du niveau d'approbation

% Oui



* Sondage Odoxa pour l'IGD et la Presse Régionale, publié le 14 mars 2017

** Sondage Odoxa pour l'IGD et la Presse Régionale, publié le 19 novembre 2019



Synthèse détaillée des résultats du sondage

Synthèse détaillée du sondage

(1/4)

Les services publics locaux constituent en enjeu ignoré du vote lors de cette présidentielle

1) 64% des Français sont (encore) satisfaits de leurs services publics locaux... mais ce niveau est en baisse préoccupante par rapport à la situation avant-Covid

Près des deux-tiers des Français (64%) se disent satisfaits de leurs services publics locaux. Pourtant, si ce niveau de satisfaction n'est pas « mauvais », et s'il est en amélioration sensible de 2 points depuis l'avant-Covid (62% en 2019), il n'est pas « brillant » pour autant. Avec seulement 5% de « très satisfaits » contre 59% de « plutôt satisfaits » les « positifs » ne sont pas si enthousiastes et ceux qui forment un jugement négatif représentent tout de même 35% de la population. C'est trop pour des usagers ou des clients d'un service. En outre, ce niveau de satisfaction globale est très loin des formidables scores de satisfaction que nous enregistrons il y a une quinzaine d'années. En 2006, la satisfaction des Français pour leurs services publics locaux se situait 23 points au-dessus du niveau actuel avec 87% de « satisfaits ». Depuis, la satisfaction n'a cessé de décliner année après année : 87% en 2006, 83% en 2010, 78% en 2014 pour chuter à 62% cinq ans plus tard, en 2019.

Il n'est malheureusement pas sûr que l'amélioration sensible observée cette année (+2 pts) soit le signe que s'amorce un nouveau cycle positif... Il s'agit peut-être uniquement d'une rémission conjoncturelle liée à un phénomène de relativisation post-Covid et après le déclenchement de la guerre en Ukraine. C'est d'ailleurs vraisemblablement ce que pensent nos concitoyens quand on les interroge sur l'avenir : les deux-tiers d'entre eux (65% vs 34%) pensent que leurs services publics locaux vont se dégrader plutôt que s'améliorer.

Et cette dégradation anticipée inquiète énormément les Français. Plus des trois-quarts d'entre eux (77%) disent craindre cette éventuelle dégradation de leurs services publics locaux. Le sujet est clairement trans-partisan car cette crainte concerne tout autant les sympathisants de gauche (81% des Insoumis et 85% des PS) que ceux de droite (83% des LR et 85% des RN).

Synthèse détaillée du sondage

(2/4)

2) Malgré l'actualité rythmée par la guerre en Ukraine et la focalisation des candidats sur le pouvoir d'achat ou l'immigration, l'investissement dans les services publics constituera un enjeu majeur de cette présidentielle

Lors des prochaines élections en 2022 (présidentielle puis législatives), la question de l'investissement public dans les services publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, sera un sujet important pour les électeurs dans les programmes des candidats :

86% des Français estiment que ce sera pour eux un sujet « important » et 32% le considèrent même comme « très important ».

Lors de la dernière présidentielle déjà, ce sujet, perçu par les Français comme largement « oublié » voire « impensé » par les principaux candidats, était une priorité majeure. Non seulement la guerre en Ukraine (qui passionne et angoisse nos concitoyens) n'a pas altéré cet attrait pour le sujet, mais cette préoccupation s'est même encore renforcée (+2 points par rapport à notre baromètre Odoxa-IGD de février 2017).

D'ailleurs, près des deux-tiers des Français - 64% - assurent que les propositions que feront les candidats dans ce domaine sont susceptibles d'avoir un impact dans leur choix au moment du vote.

C'est à la fois un niveau important, et aussi en très nette progression par rapport à nos mesures de 2017 (+5 points : 59% en 2017 contre 64% aujourd'hui).

C'est aussi une préoccupation consensuelle qui intéresse tous les électeurs, quelle que soit l'orientation partisane des personnes interrogées : 75% des Insoumis, 73% des socialistes, 71% des LR et 62% des RN assurent qu'ils tiendront compte de cette thématique dans leur vote.

3) Cette « passion » pour les services publics locaux s'explique : les collectivités locales sont l'acteur institutionnel que les Français jugent avoir été le plus « à la hauteur de la situation » (63%)

Cet attrait pour le sujet, encore accru cette année par rapport à 2017, s'explique sans doute par la crise sanitaire.

Synthèse détaillée du sondage

(3/4)

Durant cette période terrible, les collectivités locales sont les seuls acteurs institutionnels que les Français estiment avoir été à la hauteur de la situation !

63% des Français estiment qu'elles l'ont été, alors qu'ils sont une proportion inverse à estimer que le gouvernement, lui, ne l'a pas été.

Les partis d'opposition ne peuvent pas pavoiser pour autant car les Français sont encore plus sévères avec eux : 79% estiment qu'ils n'ont pas été à la hauteur.

Sans être aussi plébiscitées que les collectivités locales, les entreprises publiques et privées délégataires de services publics s'en sortent bien mieux que l'Etat : une majorité de 52% de Français jugent qu'elles ont été à la hauteur de la situation. C'est un niveau presque aussi élevé que celui qu'ils s'accordent à eux-mêmes (54% des interviewés trouvent que les Français ont été à la hauteur).

4) Les Français demandent des investissements dans les services publics à la fois pour rénover l'existant et pour investir dans de nouvelles infrastructures

La dépense publique recouvre à la fois les dépenses de fonctionnement qui permettent de faire face à la gestion courante et les dépenses d'investissement qui permettent de construire, d'aménager ou d'entretenir des équipements publics. Interrogés à ce sujet, les Français assurent bien faire la différence : 79% d'entre eux estiment qu'il existe une différence (dont 24% qui jugent même qu'elle est « très importante »).

S'agissant de ces dépenses d'investissement, les Français refusent de choisir entre rénover et investir dans de nouvelles infrastructures : une majorité relative de 44% estiment qu'il faut faire les deux.

Ceux qui font un choix, optent davantage pour le maintien en état de l'existant (38% pensent qu'il faut avant tout maintenir en état l'existant).

Synthèse détaillée du sondage

(4/4)

Plus rares (15%) sont les ambitieux qui pensent qu'il faut avant tout investir dans de nouvelles infrastructures, signe que si les Français veulent de l'investissement dans les services publics, ce n'est pas par « caprice » ou « folie des grandeurs » mais bien parce qu'ils estiment que ceux-ci se dégradent dangereusement.

D'ailleurs, les investissements souhaités concernent bien tous les grands domaines de services publics locaux : voirie (36%), énergie classiques (36% sur gaz et électricité) et renouvelables (34% éolien et solaire), transports (32%), eau (20%) et aussi, modernité oblige, réseaux internet haut-débit (13%)... Les Français sont incapables de choisir bien plus qu'un autre lorsqu'on leur demande où il faudrait prioritairement investir.

5) Les Français pensent plus que jamais que la Gestion Déléguée serait un bon moyen pour les collectivités de baisser leurs dépenses publiques sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement

Une fois que l'on explique à nos concitoyens ce qu'est la Gestion Déléguée, 55% estiment que c'est une bonne chose dans l'absolu, et surtout, les Français sont plus que jamais persuadés que la Gestion Déléguée est un bon moyen pour que les collectivités parviennent à baisser le montant de leurs dépenses publiques sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement.

59% le pensent aujourd'hui, soit 4 points de plus qu'avant la crise.

Proposer de recourir à la Gestion Déléguée constitue probablement un levier auquel les collectivités devraient davantage avoir recours pour rassurer et satisfaire des administrés à la fois très attachés à la qualité de leurs services publics locaux et, en même temps, soucieux d'économies en termes de dépenses publiques et d'impôts locaux.

Gaël Sliman, président d'Odoxa